



Recommandation 961 (1983)¹

Aquaculture en Europe et dans le monde

Assemblée parlementaire

L'Assemblée,

1. Considérant la nécessité d'accroître la production de protéines pour combattre la faim dans le monde ;
2. Consciente des possibilités de contribution que peut apporter le développement de la « culture » de poissons, de crustacés, d'algues et d'autres organismes aquatiques - désignés généralement sous le nom d'« aquaculture » - dans la poursuite de ce but en Europe et, par conséquent, dans le monde en voie de développement ;
3. Reconnaissant que l'aquaculture européenne peut aussi assurer des emplois et des revenus dans les régions défavorisées de l'Europe, qu'elle peut compléter utilement la pêche traditionnelle et constituer un moyen d'aider le monde en voie de développement ;
4. Consciente du fait que le développement de l'aquaculture en Europe est entravé, entre autres, par le manque de crédits alloués au développement et à la recherche scientifique, par une connaissance insuffisante des espèces et des méthodes de production, par une législation inadéquate et, dans un certain nombre d'Etats membres, par le statut mal défini de l'aquaculture au niveau de l'administration nationale ;
5. Sachant que, dans les pays en voie de développement, de nombreux projets, par ailleurs riches en possibilités, ont échoué du fait de la faible priorité qu'y attachait le pays concerné, de l'absence de personnel local qualifié et d'adaptation aux conditions locales, et à cause de l'insuffisance de l'information scientifique et en matière d'organisation,
6. Recommande au Comité des Ministres d'inviter instamment les gouvernements des Etats membres :
 - 6.1. à fournir à l'aquaculture tout le soutien nécessaire à son développement futur, en lui donnant la place qui lui revient au niveau des administrations et des systèmes fiscaux et industriels nationaux, et en supprimant tout traitement discriminatoire par rapport aux autres types de production alimentaire ;
 - 6.2. à encourager la recherche et la formation en aquaculture, et en particulier à contribuer à la création d'un centre européen de coordination et d'information auprès d'un établissement universitaire adéquat s'occupant déjà de recherche dans des domaines voisins ;
 - 6.3. à prendre plus largement en considération, dans le cadre de leur aide aux pays en voie de développement, les projets d'aquaculture - en prêtant une attention toute particulière à la formation en matière de gestion de l'aquaculture, à l'adaptation aux situations locales du pays bénéficiaire, et à la recherche sur les espèces et les méthodes les mieux adaptées à la production dans le monde en voie de développement.

1. Discussion par l'Assemblée le 25 janvier 1983 (23e séance) (voir [Doc. 5004](#), rapport de la commission de l'agriculture). Texte adopté par l'Assemblée le 25 janvier 1983 (23e séance).

